

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article3315>

# La réorientation du Renseignement : DST, DRM, RG, DGSE et MI-6

- Renseignement - France -



Date de mise en ligne : jeudi 28 décembre 2006

---

Spyworld Actu

---

**C'est le 20 décembre 2006 que s'est tenu à l'Institut national des hautes études de sécurité (INHES) le colloque « Défense et Renseignement ». Organisé par le Haut comité français pour la défense civile (HCFDC) en partenariat avec le Centre français de recherche sur le renseignement (CF2R), il regroupait une quinzaine d'intervenants de grande qualité autour de quatre tables rondes. Étaient présents pas moins de sept ministères, des sénateurs et des députés, des industriels, des experts, des représentant d'organismes internationaux, en tout une centaine de participants. Ce colloque se déroulant sous la règle de Chatham House, nous ne pourrions relier les idées énoncées à leurs auteurs.**

Avec la menace terroriste omni-présente, la population civile est fragilisée. Le besoin en renseignement est plus que jamais indispensable. La France dispose depuis peu de nouvelles mesures préventives pour lutter contre cette menace telle que la loi relative à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers (cyber-surveillance, caméra...) ou encore la garde à vue d'une durée maximale de six jours (ce qui est très court comparé à d'autres pays : vingt-huit jours en Grande-Bretagne). Se pose alors la question du respect de la vie privée du citoyen. Il faut trouver un équilibre entre protection du citoyen et sécurité de l'État. La création d'une cellule spécialisée dans le contrôle du renseignement peut être une solution pour limiter tout débordement potentiel.

## 1ere partie : La réorientation du Renseignement



### TABLE RONDE 1 : La réorientation du Renseignement

Les menaces sont en perpétuelle évolution, le renseignement se doit lui aussi d'évoluer pour continuer à être efficace. On assiste à une redéfinition continue des cibles, des sources, des moyens et méthodes utilisés pour suivre cette menace toujours changeante.

C'est un panel d'orateurs exceptionnels qui sont venus tour à tour prendre la parole : le Préfet Pierre de Bousquet de Florian, directeur de la DST (Direction de la surveillance du territoire, Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire), le Général Michel Masson, directeur de la DRM (Direction du renseignement militaire, Ministère de la Défense), Joël Bouchité, directeur central des RG (renseignements généraux, Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire), Alain Chouet, ex-directeur du service de renseignement de la DGSE (Direction générale de la sécurité extérieure, Ministère de la Défense) et Sir Richard Dearlove, ancien directeur du MI-6 (l'Intelligence Service britannique).

## La Direction de la surveillance du territoire - DST



La modernisation doit passer par la capacité à recueillir et à traiter de l'information. En effet, nous sommes dans une société où l'information circule librement et en immense quantité. Il faut se méfier de cette information car il ne s'agit pas (du moins pour le moment) d'un renseignement. L'information ne devient renseignement qu'après avoir subi le fameux **cycle du renseignement**. C'est après cette phase nécessaire que l'information devient exploitable. Ce travail d'analyse et de recoupement est un véritable métier.

Il y a de nombreux acteurs qui ramènent de l'information : police, gendarmerie, entreprises, mais surtout les Services de Renseignements. Dans un souci permanent de recherche de l'information, il est nécessaire de réorienter l'activité des Services de Renseignements en réexaminant les cibles et les méthodes : de quoi avons-nous besoin et pourquoi ? C'est ce qui déterminera l'action de ces services. La protection des intérêts nationaux passe par l'identification des adversaires et des risques. Cela ne peut se faire qu'en liaison étroite avec les autorités. Afin d'éviter tout débordement, il y a un arbitrage réglementaire et technique sous l'autorité du gouvernement.

La « reprogrammation » des services de renseignements est une démarche pensée et réfléchie, il faut anticiper les menaces de demain tout en évitant tout comportement erratique tel que la confusion entre urgences et priorités. La sécurité de l'État est un investissement de long terme, il faut identifier les menaces durables aussi bien que les menaces brutales.

### Les tendances lourdes de la DST

On peut distinguer trois grandes tendances dans les activités de la DST : protection du patrimoine, contre-terrorisme et contre-espionnage.

La protection du patrimoine représente 25% de ses activités. La DST est un service de défense, par opposition à un service offensif. Elle se concentre sur les secteurs stratégiques. Très présente dans le domaine de l'Intelligence Économique, elle réalise des audits et des sessions de formations (suivies par plus de 30 000 personnes). Néanmoins elle n'intervient pas dans les problèmes franco-français et respecte les règles de concurrence.

La lutte anti-terroriste s'accapare désormais 50% de ses activités. La menace terroriste est polymorphe, c'est un danger stratégique majeur, une menace durable qui évolue et se cumule sans jamais se remplacer. On assiste depuis peu à l'apparition d'une nouvelle menace : celle des jeunes se convertissant à l'Islam. Le Djihad à domicile est désormais possible avec Internet. Cette menace est de moins en moins religieuse (ces personnes n'ont bien souvent aucune connaissance religieuse) mais de plus en plus révolutionnaire.

Ce n'est pas pour autant qu'il faut oublier les menaces traditionnelles qui peuvent resurgir à tout instant (le Hezbollah par exemple). Il faut donc savoir « **se réorienter sans se désorienter** ».

Le contre-espionnage ne représente plus que 25% des activités actuelles de la DST alors que, lors de sa naissance en 1944, c'était sa vocation exclusive. On a là une illustration de la réorientation des services de renseignements. Il faudrait être naïf pour croire que l'espionnage a disparu en même temps que la guerre froide, il ne faut donc pas négliger le contre-espionnage contrairement à ce qu'avancent les politiques et les médias.

### Actualisation des moyens : les sources

Un service de renseignements est tributaire de ses sources. Elles peuvent être multiples. On peut distinguer deux grandes familles : les sources humaines (HUMINT - Human Intelligence) et les sources techniques.

Les sources humaines sont le « trésor » d'un service de renseignements. On a vu naître trois types de nouvelles sources :

- ▶ les sources ouvertes (OSINT - Open Source Intelligence) comme Internet par exemple
- ▶ l'activité judiciaire, qui a une compétence dans la sécurité intérieure, nourrit le renseignement. Ce type de source est « peu convenable » pour l'Amérique du Nord
- ▶ les partenariats avec d'autres services nationaux, d'autres institutions, des pays étrangers. Cela donne naissance à des liaisons bilatérales, voire multilatérales (dans le cadre de l'OTAN par exemple) ou encore la création de clubs spécialisés avec des normes communes.

Les modalités de traitement ne changent pas, on assiste toujours à la même rigueur technique et éthique. La sécurité de la source et du traitant est toujours garantie.

On n'aura pas plus d'information sur l'évolution des capacités techniques, la DST s'est fixé pour règle de ne « jamais communiquer sur ses capacités techniques, nous ne sommes pas payés pour donner des informations pouvant servir à nos ennemis ».

La structure du renseignement français est très bonne, elle est efficace contre le terrorisme. Depuis 10 ans, on a évité tout attentat meurtrier. Mais tout système est perfectible.

Depuis 20 ans, la DST a vu naître une sous-direction pour la protection du patrimoine et une sous-direction du contre-terrorisme. Elle a su s'adapter pour lutter contre la prolifération NBC, la criminalité organisée (Balkans, Russie) et élargir ses sources. La coopération entre services est excellente. On note aussi l'amélioration des structures de coordination.

Le renseignement est un outil subtil, il ne doit pas être protégé ou inhibé et doit servir. Pour cela, il ne faut pas le disperser, le fournir trop tôt, ou encore trop tard. Pendant des années, le seul « client » de la DST était l'autorité publique. Il faut en faire profiter la sphère privée du renseignement, on assiste à une véritable pudeur dans ce domaine en France. La présence de « zones grises » dans certains cabinets de conseils et de renseignements privés y est pour beaucoup. Il faudrait un meilleur encadrement de ces entreprises dont le contrôle échappe souvent aux autorités.

## La Direction du renseignement militaire - DRM



Bien que la DRM soit un organe militaire, il y a beaucoup de recoupements avec le civil. Elle a aussi eu besoin de s'adapter à la nouvelle menace du terrorisme, qui, contrairement à ce qu'affirment les médias, n'est pas apparu avec le 11 septembre. Le 11 septembre marque juste la prise de conscience médiatique et politique du terrorisme. La DRM avait créé une cellule anti-terroriste bien avant le 11 septembre, étroitement connectée aux autres services nationaux et étrangers. Le terrorisme concerne donc aussi les militaires, tout comme le crime organisé, la piraterie et les trafics en tous genres. Une nouvelle priorité a été donnée à ces menaces, mais les liens entre elles sont de plus en plus complexes.

On assiste comme dans les autres services à une évolution du renseignement. Durant la guerre froide, on avait

besoin de renseignements militaires, désormais on a besoin de renseignements d'intérêt militaire et de renseignements d'environnement (politique, ethnique, religieux, psychologique). Cela répond à un besoin à la fois des politiques et des militaires.

Une autre menace nouvelle de plus en plus présente est la conception d'engin explosif improvisé (en Irak ou au Liban par exemple).

Il faut aussi s'adapter à l'évolution des techniques, telles que les techniques de l'information, largement utilisées par les adversaires (téléphonie mobile, satellite, sources ouvertes). Pour cela, il faut une mutualisation des capacités et une coopération (à l'échelle européenne par exemple).

Le renseignement humain permet une perception fine des théâtres d'opérations mais l'emploi des moyens militaires se heurte à des difficultés juridiques (les écoutes et le renseignement humain sont très encadrés). Ce n'est pas un problème pour les capteurs d'imagerie (sous-entendu les satellites d'observation Hélios).

Le respect des compétences entre différents services est très important, ainsi que leur coordination. Cette coordination existe déjà sur les théâtres d'opérations au niveau inter-ministériel, national et international, sur des bases bilatérales. Cette coopération bilatérale est de plus en plus forte et favorise les échanges entre plusieurs pays (OTAN et Union Européenne par exemple).

La DRM continue à moderniser ses outils et doit pour cela abandonner certaines missions. Depuis sa création en 1992, elle se transforme et se réoriente de manière constante. Bien qu'étant un service jeune, la DRM a su trouver sa place.

## Les Renseignements Généraux - RG



Les RG s'expriment très rarement, mais ont de nombreux partenariats. La mission des RG est de détecter et d'identifier les groupes à risque (terrorisme, économie souterraine, prévisions électorales). Les services de renseignements sont un outil de l'État. Le renseignement a une importance stratégique mais subit une évolution différente selon les périodes, les régions ...

La réorientation des RG se fait selon trois schémas :

- ▶ recentrer la mission en fonction des menaces (islamisme)
- ▶ rénover les méthodes (partenariats, usage des technologies)
- ▶ respecter la déontologie (contrôle des Services de Renseignements, rapports avec les autres services).

Les menaces d'origines internes ou externes se mélangent, on assiste à une importation de la violence avec des groupes de plus en plus individualisés. Cette menace est l'épicentre du renseignement, elle fixera la mission. Il faudra l'identifier et la juguler dans un large spectre.

Les RG ont créé des « Pôles régionaux de lutte contre l'Islam », en coopération avec la DST.

Les RG se réorientent en permanence, recherchent des partenariats pour partager leurs efforts et leurs responsabilités. Les sources humaines ont aussi une très grande importance dans leur travail.

### Point de vue d'un ancien de la DGSE



La menace terroriste est plus élevée qu'en 2001, on assiste à une véritable inflation des mesures de sécurité de plus en plus contraignantes pour le citoyen. La dernière en date : l'interdiction des liquides à bord des avions. Qu'en sera-t-il lorsqu'un expert déclarera qu'il est possible d'ingérer un liquide ainsi qu'un détonateur barométrique ? « Préparez-vous à laisser vos estomacs en soute ! ». Par ailleurs, on préfère des actions militaires aux actions chirurgicales.

Il a été prouvé que les Services de Renseignements français et britanniques étaient au courant du 11 septembre, avaient mis en garde les américains, mais n'avaient pas d'informations ni sur le lieu, ni sur la date. Le renseignement est une action suivie sur le long terme, de manière ininterrompue.

Cette nouvelle menace terroriste est observable de l'extérieur, mais difficilement de l'intérieur. En effet, tous les membres de ces groupes se connaissent (même famille, amis proches). On tente de comprendre leur fonctionnement interne à la manière de « **boîte noire** » : on sait ce qui rentre, ce qui sort, mais on ne voit pas ce qui se passe à l'intérieur.

Le rôle des Services de Renseignements est d'agir avant un attentat, pas après lorsqu'il est trop tard. Il faut empêcher les menaces en amont, voire même avant qu'elles soient conçues ou pensées. C'est difficilement concevable par les politiques ou les médias qui, lorsqu'ils ne voient rien, pensent que rien ne se passe.

La coopération en matière de renseignement n'est pas comme toutes les autres coopérations, elle se fait en groupe restreint. En effet, elle subit des contraintes structurelles et géographiques et culturelles.

Les services de renseignements extérieurs fonctionnent dans une grande confidentialité et s'affranchissent de la légalité dans les pays étrangers. Il est nécessaire d'avoir un regard démocratique et parlementaire sur les Services de Renseignements pour une cohérence de leurs actions.

Leur budget ne doit pas diminuer, c'est un peu comme une police d'assurance : « **Il faut payer chaque année, même s'il n'arrive rien, pour qu'il n'arrive rien** ». Encore une fois, un contrôle parlementaire des Services de Renseignements permettrait aux parlementaires qui votent le budget de se rendre compte de la réalité.

### Point de vue d'un ancien du MI-6



Nous sommes dans une période de changement significatif et profond dû aux menaces actuelles. Avant le 11 septembre, l'influence des médias, des technologies, des politiques forçait le changement des Services de Renseignements, mais sans réelles pressions des politiques. A partir du 11 septembre, les politiques ont demandé des résultats instantanés. Les pressions entre les politiques et les services de renseignements sont grandissantes.

Sachant qu'il faut entre **5 et 7 ans pour former un officier traitant**, cela est plus que compliqué.

Les différentes agences du renseignement américain sont depuis 2004 chapeautées par un Directeur du renseignement national (le DNI, actuellement John Negroponte). C'est une bonne idée mais il reste de nombreux problèmes de coordination et de collectivisation de l'information.

L'importance des sources humaines est à souligner encore une fois, même si comme on l'a vu la composition des groupes terroristes fait qu'ils sont difficilement infiltrables et qu'il est quasiment impossible de recruter du monde à l'intérieur (le recrutement des sources se fait très souvent en prison, dans les mosquées et autres groupes communautaires). Si une tentative d'infiltration fonctionne, c'est rarement pour plus de quelques semaines, contrairement à l'époque soviétique et de la guerre froide où un agent pouvait rester infiltré près de vingt ans. De plus, il faut une logistique très lourde pour assurer la sécurité de l'officier traitant : **on parle d'une dizaine de personnes pour protéger, analyser le renseignement et assurer le soutien opérationnel d'un officier traitant**

Les difficultés sont souvent sous-estimées. On assiste à de petites réussites venant du renseignement humain et de grandes réussites du renseignement technologique.

Depuis quelques années, les Services de Renseignements du Moyen-Orient ont aussi leur rôle à jouer, ils disposent de plus d'opportunités, mais leurs capacités professionnelles sont moindres.

De plus, la coopération des services et la collectivisation des moyens d'interception et d'obtention du renseignement est indispensable. La création de groupe tel que le Joint Terrorism Analysis Centre (JTAC) britannique permet un niveau de coopération qui n'était pas nécessaire pendant la guerre froide. Il faut néanmoins faire attention à certains abus que peuvent provoquer la coopération entre services. C'est le cas par exemple de la No-Fly List, avec tous les problèmes d'inexactitudes et d'homonymie qu'on lui connaît.

On apprend néanmoins que **la coopération entre la France et le Royaume-Uni en matière d'échange de renseignements est extraordinaire.**

[>> 11eme partie](#)

*Post-scriptum :*

<http://www.spyworld-actu.com/spip.p...>